



Pêche et aquaculture

La richesse des productions maritimes est l'un des fondements de l'identité normande. Un capital naturel et culturel que la Région entretient en consacrant 10 millions d'euros de son budget à sa politique en faveur de la pêche et de l'aquaculture. Objectifs : sauvegarder et rajeunir le patrimoine de pêche, aider des jeunes pêcheurs à s'installer, développer les entreprises et valoriser les produits, moderniser les ports, innover et soutenir la pêche et l'aquaculture de demain, développer les métiers.

Soutien aux acteurs des filières pêche aquaculture

La Région œuvre en faveur de leur sécurité et de la qualité de leurs conditions de travail à bord des navires ou dans les ateliers conchylicoles.

Elle favorise la promotion et la valorisation des produits avec notamment la mise en place des circuits courts. La labellisation des pêcheries (coquille Saint-Jacques, bulot, bar de ligne,...) ou la mise en place de l'IGP Huître de Normandie sont des actions concrètes de la collectivité. La Région accompagne l'émergence de nouvelles filières innovantes et de nouveaux projets dans ce domaine.

Elle encourage les partenariats entre professionnels, chercheurs et centres de formation (ex : suivi et gestion des pêcheries, gestion des stocks, culture de nouvelles espèces aquacoles, valorisation des déchets,...). Enfin, la Région fédère

les acteurs autour de thématiques prioritaires comme le Centre de Référence sur l’Huître ou le CENTre Régional de l’AQUAculture.

Le fonds européen FEAMP

Le FEAMP (Fonds Européens pour les Affaires Maritimes et la Pêche) est l’outil de mise en œuvre de la Politique Commune des Pêches de ce fait il est très important pour les professionnels. La fin du FEAMP actuel et la construction du FEAMP 2 sont des sujets stratégiques pour tous les secteurs concernés.

Dans le cadre du FEAMP, la Normandie bénéficie d’une enveloppe régionalisée de 23,7 millions €, et se positionne comme la Région la plus avancée, avec une programmation qui s’achève en 2020. La programmation atteint 94 %, et 45 % sont désormais payés. Les crédits bénéficient à hauteur de 27 % au secteur de la pêche (6 millions €), 37 % à l’aquaculture (9 millions €), 21 % pour la transformation/commercialisation (5 millions €), et 8 % pour le développement local mené par les acteurs locaux (2 millions €).

Le Brexit et ses conséquences

Pour rappel, un No-Deal en Normandie impacterait près de 300 navires de pêche professionnelle (soit 51 % de la flotte) puisqu’ils pratiquent leurs activités au moins en partie dans les eaux du Royaume Uni et/ou des îles anglo-normandes. Certains navires hauturiers sont ainsi dépendants de l’accès à ces eaux pour plus 70 % de leur chiffre d’affaires. Les ports normands seront aussi très impactés par un Brexit sans accord : les navires britanniques débarquent régulièrement leur pêche dans nos ports, et la bonne survie économique des ports et des criées normandes est dépendante d’un gros volume d’apport de poissons qu’on trouve exclusivement dans les eaux du Royaume Uni.

Un No-Deal impacterait directement les 300 navires normands qui pêchent régulièrement dans les eaux britanniques. Ceux-ci représentent 750 emplois directs et 2 250 emplois indirects. La fin de cette activité aurait par ailleurs des effets collatéraux, avec un report de l’effort de pêche dans les eaux françaises et un risque permanent de surpêche.

Les professionnels ont exprimé leurs craintes quant aux conséquences d'un No-Deal :

- Les reports de flottilles françaises mais aussi d'autres pays européens dans la Manche, en particulier, la Manche Est, en cas de Brexit dur ;
- La gestion harmonisée et durable de la ressource de la coquille Saint-Jacques normande échangée si vitale ;
- L'accès aux eaux de Guernesey traité dans le cadre du Brexit ;
- L'accès aux eaux de Jersey qui se fait hors champ des négociations avec le Brexit.

La qualité de l'eau de mer et la conchyliculture

La France est le premier producteur de coquillages en Europe.

Le secteur de la conchyliculture, dont la préoccupation principale est la qualité de l'eau de mer, est particulièrement inquiet des nouvelles recommandations de la Commission vis-à-vis de la quantification de norovirus. Pour les professionnels, les nouvelles directives vont non seulement à l'encontre des données scientifiques connues mais vont également coûter très cher avec la mise en œuvre obligatoire des autocontrôles. Il est donc vital pour la filière de disposer de nouveaux outils fiables et robustes pour améliorer la gestion du risque à NoV dans les coquillages.

Le projet Oxyvir piloté par des chercheurs normands financé depuis plusieurs années par la Région Normandie et par le FEAMP doit permettre de mettre au point un kit de détection de la virulence du NoV. La préoccupation principale des conchyliculteurs est liée à la qualité sanitaire et l'état écologique de l'eau de mer.

La pisciculture et les maladies infectieuses

La France est aujourd'hui le deuxième producteur européen de truites élevées en eau douce, avec près de 37 000 tonnes produites par an. La Région Normandie compte à elle seule plus de 100 entreprises piscicoles qui produisent

essentiellement de la truite arc-en-ciel. Les maladies infectieuses représentent un des facteurs limitants les plus importants pour l'aquaculture, causant une perte estimée à 10 % de la production.

Une meilleure connaissance des contaminations et des virus responsables paraît à ce jour indispensable, ainsi qu'une application par étape et un accompagnement des professionnels face à ce fléau. Les pisciculteurs ont donc, quant à eux, deux sujets majeurs : la notion d'élevage indemne et la difficulté à obtenir des autorisations à produire.

Chiffres-clés

- 1ère région conchylicole : 1ère région productrice d'huîtres, 2e région productrice de moules, productions de palourdes et de coques.
- 2e région de pêche maritime : 628 bateaux et 2 208 marins, 7 000 emplois induits, 1/5e des captures de pêche française, 61 000 tonnes de produits débarqués représentant une valeur de 140 à 150 millions d'€.
- 1ère région pour les coquillages : 15 000 tonnes de coquilles Saint-Jacques, 8 000 tonnes de bulots, 4 100 tonnes de moules de pêche...
- Importante région de pêche à pied professionnelle (plus de 400 pêcheurs).
- 1ère région de production de saumons d'élevage, de méduses, d'hippocampes.
- Région française la plus diversifiée en aquaculture.
- Au total, la pêche et l'aquaculture représentent plus de 24 000 emplois directs et indirects

[Politique régionale en faveur de la pêche et de l'aquaculture](#)